



Avant-propos

Un livre mûri dès 2009. Formulation du projet du livre en 2013. Parmi les remerciements : Franck Fischbach et Christian Laval. Parution en 2019.

Introduction : le retard de l'espèce humaine

Il faut s'adapter, ne cesse-t-on de nous dire, pour survivre dans les environnements instables, complexes et incertains qui sont les nôtres aujourd'hui ; pour que nos sociétés ne prennent pas de "retard".

Cette déploration cache une pensée politique, celle du néolibéralisme, lancé notamment par le colloque

« *Lippmann* » d'août 1938, et devenu hégémonique. Son histoire, toutefois, reste peu étudiée. Ses liens avec le darwinisme sont complètement oubliés. Foucault a opportunément rappelé dans ses cours de la fin des années 1970 (publiés en 2004) que le néolibéralisme prône un « *retour invasif de l'action de l'Etat dans toutes les sphères de la vie*

*sociale*¹ ». Mais Foucault, qui se centrait sur l'ordolibéralisme allemand, a négligé « *les sources américaines et évolutionnistes du néolibéralisme, qui dépendaient directement de la révolution darwinienne* » ; il a ainsi sous-estimé les rôles de Lippmann et Hayek.

« *La nouvelle généalogie du néolibéralisme proposée ici repart de la centralité de l'œuvre de Walter Lippmann, grand inspirateur du colloque de 1938, mais en dévoilant tout ce que son nouveau libéralisme doit à la théorie de l'évolution* ». Pour Lippmann, l'espèce humaine se trouve, après une longue histoire évolutive au rythme très lent, « *dans une situation de désadaptation complète par rapport à son nouvel environnement* ». Flux et stase² sont en tension, et cela peut alimenter « *la montée des nationalismes, des fascismes et plus généralement de toutes les formes de repli qui cherchent, contre le sens de l'évolution, à restaurer les stases et à renforcer les clôtures (...)* ». Lippmann s'oppose ici au naturalisme de Herbert Spencer et à ses outrances ultralibérales reposant sur une mauvaise compréhension de la révolution darwinienne : il n'y aurait – selon Spencer - qu'à laisser faire la nature, elle sélectionnera les plus aptes (à s'adapter à la société industrielle) ; que l'Etat reste à l'écart de tout cela. Pour Lippmann, au contraire, la révolution industrielle a créé une « *situation complètement inédite de désadaptation* » qui requiert une action politique conçue « *comme une intervention artificielle, continue et invasive sur l'espèce humaine en vue de la réadapter aux exigences de son nouvel environnement* ».

« *Or, dans cet effort pour repenser l'action politique à partir des questions d'évolution, de retard et de réadaptation à l'environnement, Lippmann a croisé sur sa route l'un des plus grands penseurs américains du XX^e siècle : le philosophe pragmatiste John Dewey, lui aussi occupé à réfléchir aux conséquences politiques de la révolution darwinienne, mais pour en tirer des conclusions rigoureusement opposées* ». Au savoir des experts et aux artifices du droit promus par Lippmann, Dewey oppose l'intelligence collective des publics. Alors que Lippmann veut mettre cette dernière hors circuit, Dewey veut s'appuyer dessus, en faire un levier pour le réajustement. Démocratie représentative d'un côté ; démocratie participative de l'autre.

Nous aurons aussi à nous interroger sur ce qui retarde vraiment. Est-ce l'espèce humaine ou l'environnement industriel ? Et puis : tout retard pose-t-il forcément problème ? Ne fait-il pas partie de la vie ?

¹ Les citations de Barbara Stiegler sont présentées avec la police *Bookman old style gras italique (taille 11, couleur bleue)*. Les autres citations sont présentées avec la police *American typewriter (taille 11, couleur bleue)*.

² « *Tout ce qui relève d'un effort des vivants pour ralentir ou stabiliser artificiellement le flux du devenir* ».

Chapitre premier. Réadapter l'espèce humaine à la grande société

Le premier livre de W. Lippmann, en 1913, **A Preface to Politics**, propose un évolutionnisme renouvelé alternatif à celui de H. Spencer, « *encombré de présupposés mécanistes (...)* », fixant un but ultime à tout le processus évolutif et « *niant par là-même son imprévisibilité radicale* ». Reproches formulés par Lippmann, mais aussi par James, Bergson et Dewey.

La cible spencérienne

« *Le choc intellectuel et scientifique de l'Origine des espèces fut si puissant que Spencer fut en quelque sorte contraint de ménager une place à l'hypothèse darwinienne de la sélection naturelle dans son vaste système de la nature* ». Ce sera, dans les **Principes de biologie**, le mécanisme de la « *survivance des plus aptes* » (*survival of the fittest*). Mais, à ce mécanisme « *indirect, sélectif et éliminatif* », Spencer préfère « *les mécanismes lamarckiens par lesquels les vivants s'adaptent directement à leur environnement, par une amélioration progressive de leurs facultés qu'il croit encore transmissible aux générations suivantes grâce à une prétendue hérédité des caractères acquis* ». Il faut s'adapter sans résister. Liberté et créativité ne sont pas de mise.

Mais Spencer va plus loin et ajoute – ce que ne fait pas la « survie des plus aptes » – une direction d'ensemble, une dimension téléologique : « *L'ajustement continu des activités vitales aux activités du milieu doit devenir plus précis et complet* » « *jusqu'à ce qu'il prenne la forme, avec l'espèce humaine la plus civilisée, d'une division mondiale du travail, orientée vers une spécialisation complète et une coordination sans faille de toutes les activités des individus entre eux* ». Les sociétés passent donc « *d'une homogénéité indéfinie et incohérente à une hétérogénéité définie et cohérente* ».

Mais le spencérisme va se heurter d'emblée, « *dans le contexte d'une montée en puissance du mouvement dit "progressiste"* », aux thèses qui promeuvent le volontarisme et le rôle de l'Etat. L'Amérique est « *en train de comprendre que le Big Business réclame un Big Government* ». Spencer est aussi la cible, sur le plan philosophique, des pragmatistes américains et de Bergson, qui critiquent sa conception téléologique du processus évolutif. « *A partir des années 1880, (...) les thèses politiques de Spencer entament un long processus de déclin* ». C'est dans ce contexte que se développe la réflexion de W. Lippmann, et il sera l'un des premiers, en Amérique, à en tirer les conséquences, et cela donnera, en 1913, **Preface to Politics**, qui est une « *synthèse novatrice (...) entre les nouveaux naturalismes anti-*

spencériens de W. James³, Bergson⁴ et Dewey⁵ et le champ social et politique (...) » dans le contexte des premières crises financières, sociales et politiques.

Lippmann veut en finir avec les philosophies politiques qui cherchent à « *stabiliser les rouages des institutions* ». « *Puisque tout évolue, y compris l'espèce humaine et son environnement, le maître mot de la politique ne pourra plus être à l'avenir le respect de mécanismes régulés par des lois rationnelles, pas plus que l'idée abstraite d'égalité, de liberté ou de justice, mais la réalité dynamique de l'évolution* ».

L'influence pragmatiste

A l'évolutionnisme mécaniste et à sens unique de Spencer, James et Dewey opposent un évolutionnisme continuiste : « *l'organisme ne se soumet pas passivement à son environnement, (...) il y a au contraire entre eux une relation rétroactive* ». L'évolution comporte de l'imprévisible, de l'émergence. L'adaptation doit donc être créatrice et interactive.

Lippmann semble être sur ces positions quand il écrit que les véritables hommes d'Etat ne doivent pas être « *les créatures mais les créateurs de l'environnement* » ; et aussi quand il écrit que la philosophie politique a négligé l'importance des impulsions et des émotions comme source d'énergie véritable de notre espèce ; que plutôt que de réprimer ces impulsions, nous devrions les (re)diriger vers des buts élevés, c'est-à-dire les sublimer. Mais, arrivé à ce point, c'est-à-dire à la question de savoir qui va opérer cette (re)direction, Lippmann a le choix entre la réponse toute pragmatiste qui consiste à valoriser les expérimentations sociales horizontales et celle, bien plus verticale, qui consiste à confier cette tâche à l'Etat. C'est cette dernière, celle de l'Etat expert, qu'il promeut, s'écartant alors de l'aire d'influence du pragmatisme.

« *Tandis que, chez Spencer, les progrès de la civilisation s'accomplissaient spontanément, par la loi de l'évolution et par le retrait de l'Etat, ils passent désormais, chez Lippmann, par les artifices du gouvernement et de l'expertise, coïncidant avec le retour de l'Etat (...)* ». Et Lippmann d'en appeler, dès son premier livre, contre le laisser-faire spencérien, « *à une transformation profonde de l'espèce humaine par le gouvernement des experts* ».

Dewey ne va opter pour aucune de ces deux voies et en promouvoir une troisième, « *celle de la transformation sociale par l'intelligence collective* », qu'il va opposer à Lippmann pendant deux décennies.

³ James a publié **Le pragmatisme** en 1907, **Un univers pluraliste** en 1909 et **Essai d'empirisme radical** en 1912.

⁴ Bergson a publié **L'évolution créatrice** en 1907.

⁵ Dewey a publié en 1910 **L'influence de Darwin sur la philosophie**.

Le gouvernement des experts, entre socialisme fabien et nouveau libéralisme

La valorisation des experts par Lippmann est inspirée des idées de la *Fabian Society*⁶ pour laquelle la société doit être dirigée par le haut sans ingérence de la masse. Mais, en même temps, -comme Bergson, -Lippmann critique « *toute forme de planification de l'ordre social par les outils de l'intelligence, aussi experte soit-elle* ». Deux positions qui demandent à être conciliées. Dans les années 1910, Lippmann hésite encore. Il finira par opter pour le gouvernement des experts et se retrouvera confronté à un autre problème : comment concilier cette option avec le modèle démocratique ?

Réadapter l'espèce humaine à la Grande Société

En 1914, Wallas publie **La Grande Société** et y pointe le fait que dans la société ouverte et en changement permanent qui est la nôtre aujourd'hui la philosophie politique doit être repensée de fond en comble. « *La mécanisation produite par la révolution scientifique a en effet brutalement rompu la logique adaptative de l'évolution, lente et graduelle, décrite par Darwin, et qui prévalait encore dans les premières formes de communautés politiques* ». Désormais, l'espèce humaine évolue entre tension et conflit avec son environnement. Que faire ? La réponse lamarckienne et mécaniste popularisée par le spencérisme pendant le second XIX^e siècle ne vaut plus parce que, d'une part, dans la Grande Société ouverte et labile (liquide ?⁷), les processus mécaniques et continus d'adaptation sont hors-jeu, et parce que, d'autre part, la biologie contemporaine nie la possibilité d'une hérédité des caractères acquis.

Pour autant, Wallas garde le concept d'adaptation, mais en le reformulant : « *{on peut} soit éduquer, à chaque génération, les facultés {des hommes} pour qu'ils s'adaptent {fit} à leur environnement, soit changer l'environnement lui-même pour qu'il s'adapte {fit} à leurs facultés* ». Soit l'alternative : adapter l'espèce humaine à l'environnement par en haut (par l'éducation {à refaire à chaque génération} ou par l'eugénisme) ou adapter l'environnement à l'espèce humaine. Approche passive vs approche active. Wallas insiste sur la seconde, à laquelle il associe des réformes visant à faciliter la coopération des esprits et la délibération démocratique.

Dès 1914, Lippmann répond à Wallas avec **Dérive et Maîtrise** (*Drift and Mastery*). D'accord, dit-il, pour l'interaction démocratique et le pouvoir des syndicats ; d'accord aussi pour l'éducation. Mais, « *dans la situation de "dérive" (Drift) créée par la crise des absolus et des traditions, mais aussi par le faillibilisme épistémologique (...)*,

⁶ Célèbre (et influent) club politique anglais de centre gauche. Le maître de Lippmann, Graham Wallas, en a été un membre actif.

⁷ Cf. Zygmunt Bauman, **Le présent liquide, Peurs sociales et obsession sécuritaire**, Seuil, 2007.

le seul guide qui peut nous redonner une certaine “maîtrise” (Mastery) sur les événements, c’est justement la science, mais comprise à nouveaux frais, comme travail collectif de coopération et test pragmatique par l’expérimentation » : « *Correctement comprise, dit Lippmann, la science est la culture qui permet à un peuple de vivre en avançant au milieu de la complexité, et de traiter la vie non pas comme quelque chose de donné, mais comme quelque chose à façonner. (...) Il n’y a rien d’accidentel dans le fait que la démocratie en politique soit le frère jumeau de la pensée scientifique. Ils doivent arriver ensemble. Quand l’absolutisme tombe, la science survient. Elle est le gouvernement de soi {self-government}*⁸ ».

Mais le désaccord entre les deux hommes ne s’arrête pas là. A la différence de Wallas, Lippmann plaide « **en faveur de la concentration des pouvoirs par les leaders, le capitalisme ayant tout à gagner à être administré, non seulement par des dirigeants d’entreprises informés par les experts, mais aussi par les représentants syndicaux les plus éclairés de la masse des syndiqués** ». Il fustige la nostalgie des démocrates (et de Woodrow Wilson) pour les petites associations, les petites entreprises, le “*small business*”, alors qu’aujourd’hui, ainsi que le dit son champion, Theodore Roosevelt, « **non seulement la “Grande Société” mais la concentration industrielle du Big Business sont incontournables** ». Haro donc sur le parti démocrate et sa démocratie « **spontanée et bucolique** ». « **La seule réponse politique possible passe par la régulation du grand capitalisme industriel par un gouvernement fort** ».

⁸ Dérive et maîtrise.

Chapitre II. Une démocratie darwinienne

La pensée politique de Lippmann oscille ainsi entre une première voie qui promeut la réorganisation de l'environnement de l'espèce humaine pour favoriser son adaptation (« *qui ne peut passer que par une intensification des processus démocratiques d'enquête et d'expérimentation collective* ») et une seconde voie qui plaide pour « *une réadaptation massive de l'espèce humaine conduite d'en haut par l'expertise des dirigeants et soustraite par principe au contrôle des citoyens* ». Dans les années 1920, Lippmann tranche en faveur de la seconde voie, et ce sera le début du "Lippmann-Dewey debate".

Le contexte de l'après-guerre : l'échec de la démocratie wilsonienne

Le choix de la seconde voie peut être rapporté au contexte de l'après-guerre, qui a valorisé l'Etat. Par ailleurs, pendant la guerre, il a joué un grand rôle « *en contribuant à la rédaction des "quatorze points" du président Wilson, chargés de récapituler la vision américaine de la sortie du conflit* ». Las ! En 1919, à la conférence de Paris, Wilson, entouré d'une armée d'experts de pacotille, piétine ce travail. L'Expert, -le vrai, - tombe de haut. L'Allemagne est humiliée. L'Europe va connaître une période de troubles sans fin. Les régimes autoritaires vont fleurir. Pour Lippmann, ce naufrage démontre que le citoyen n'est pas compétent pour participer aux affaires publiques.

La caverne et les stéréotypes

Lippmann exprime cette défiance, en 1922, dans **Public Opinion**. Cela commence par l'allégorie de la caverne de Platon. « *nos capacités cognitives sont condamnées à se faire une idée figée (stereos) de la réalité. (...) Lippmann reprend et amplifie sa thèse initiale d'un retard de l'espèce humaine sur le flux des événements* ». Il critique l'optimisme de Dewey et « *(assume) désormais une critique frontale du modèle démocratique* » adossé à une vision exiguë des territoires d'exercice de la démocratie (Athènes, la communauté rurale de Jefferson...), et donc de plus en plus décalé par rapport à la réalité de la société ouverte, de la Grande Société. Ici gît la crise – sans cesse croissante - de l'idéal démocratique.

« *Le nouvel environnement politique qu'impose la révolution industrielle, perpétuellement changeant, complexe et imprédictible, destitue définitivement le peuple de sa souveraineté et, avec lui, la validité du modèle démocratique traditionnel* ». Il faut le refonder pour le nouveau contexte de la mondialisation.

La néo-démocratie lippmannienne : du gouvernement des experts à la manufacture du consentement

Lippmann propose ses solutions dans **Public Opinion** : une démocratie « *où la souveraineté est désormais entièrement partagée par les représentants et une organisation “indépendante” d’experts, censée éclairer les décideurs* ». Lippmann ne se pose plus la traditionnelle question de savoir si les représentants confisquent la souveraineté du peuple et affirme que les représentants « *ne doivent surtout pas ressembler à la masse des représentés, structurellement ignorante et incapable de décision éclairée* ». La décision doit revenir aux experts, hors de tout contrôle démocratique.

Exit la question de la souveraineté. « *Lippmann réclame que l’on évalue la démocratie de façon pragmatique, par ses “effets” plutôt que par ses “causes” et par ses “résultats” plutôt que par sa source* ».

Dans la tension biséculaire du libéralisme telle que formulée par Foucault (« *augmentation biopolitique de la qualité de la vie (...) menant tendanciellement à une emprise illimitée sur la vie et les vivants* » vs « *gouvernement autonome de soi par soi (...) impliquant (...) d’affirmer les limites de tout gouvernement* »), Lippmann est clairement – et peut-être pour la première fois de l’histoire de la démocratie libérale - du côté de la première branche de l’alternative : gouvernement des experts sans délibération publique sur la “vie bonne”.

La “masse” informe, rigidifiée par ses stéréotypes, incapable d’autodétermination, doit s’en remettre pour toutes ses décisions à ceux « *qui sont à la tête des affaires* ». A côté et en sus du gouvernement biopolitique, ces derniers ont donc aussi pour rôle de conduire la masse dans la bonne direction, « *celle d’une réadaptation à son nouvel environnement, mobile, imprévisible et mondialisé* ». Pour Lippmann, « *c’est là le rôle positif que doit jouer la propagande dans les démocraties modernes et mondialisées, en temps de guerre comme en temps de paix (...)* ». Et le dèmos ? Que lui reste-t-il ? « *le pouvoir “fractionné” de dire “oui” ou “non” au moment des élections* ». Cette idée « *d’une grande machine de pouvoir destinée à fabriquer, à une échelle industrielle, le consentement des populations*⁹ » est radicalement nouvelle. Telle est, dorénavant, la « *tâche politique principale* » des démocraties. On vient d’ailleurs de le voir à l’occasion de la récente Guerre mondiale.

⁹ « *The manufacture of consent* ».

Le public fantôme ou le désenchantement de la démocratie

« *Mais trois ans plus tard, lorsque paraît **The Phantom Public** {Le public fantôme} en 1925, la position de Lippmann s'est sensiblement modifiée. (...) tout son effort vise dorénavant à cantonner au minimum le champ d'action de la vie politique en général et celui de la propagande en particulier¹⁰ ».* Dans la tension constitutive du libéralisme (cf. supra) où Lippmann se situe-t-il à ce moment-là ?

« *Par rapport au siècle précédent, largement dominé par (le) mysticisme démocratique, la nouveauté vient de ce que le citoyen américain du XX^e siècle ne croit même plus lui-même au "mystère" de sa propre souveraineté ».* Le niveau d'abstention à toutes les élections est de 50%. Lippmann « *souligne désormais l'impuissance de l'expertise. (...) quelque chose d'irréductible résiste, dans la nature humaine, à toute modification par les experts ».*

Ce qui résiste c'est la "finitude" humaine « *et qui fait que l'espèce humaine ne dispose que d'un temps fini et d'une attention limitée ».* Or, au temps de la Grande Société, le flux de nouvelles, lui, est indéfini, non synthétisable, inintelligible ; c'est le déluge. « *Si Public Opinion se concentrait sur l'opposition entre stase et flux, (...) The Phantom Public insiste sur une nouvelle tension, centrée sur la limite et l'illimitation (...) ».*

Cette limite de l'attention peut-elle être levée ?

L'influence du darwinisme sur l'éducation politique du citoyen

Lippmann rejette la solution eugéniste. L'éducation, alors ? Lippmann rappelle que « *depuis les Lumières deux voies principales ont été explorées pour penser la formation du citoyen. La voie empirique de l'information encyclopédique d'abord (...). La voie universelle de la morale ensuite (...)* ». Dans la Grande Société, la première voie « *se heurte à une capacité d'attention nécessairement limitée, elle ne peut que conduire à une "visite touristique des problèmes du monde" ».* Difficulté redoublée, de nos jours, par la « *multiplication de changements interdépendants* ». Quant à la voie de la morale, dans notre société ouverte et interdépendante dont chaque élément se trouve inséré à une place particulière dans les chaînes de dépendance, elle n'est guère plus viable, parce que ces places particulières, qui induisent une pluralité des points de vue et des intérêts, ruinent les « *prétentions à l'absolu de toutes les valeurs morales sans exception* »¹¹.

¹⁰ La parution de ce livre marque aussi la rupture définitive de Lippmann avec son maître Graham Wallas.

¹¹ Lippmann rend ici hommage à **L'évolution créatrice** de Bergson qui conteste, lui aussi, l'idée d'un ordre transcendant.

« *Prolongeant la conception darwinienne de l'évolution dans le champ politique* », Lippmann avance qu'il faut accepter l'idée que « *la substance du politique (...) c'est le "conflit des normes" (...) (qui n'exprime) rien d'autre que des "conflits d'intérêts"* », et que la morale ne peut pas arbitrer ces conflits. « *De ce point de vue, prendre parti pour le patronat (et contre les ouvriers) est aussi inepte que prendre le parti inverse* ». Par exemple, « *(remettant) clairement en cause l'idée d'un sens de l'évolution* », Lippmann soutient que les industriels du Nord ne sont pas « *en avance* » sur les fermiers du Sud qui, eux, seraient « *en retard* » ; le problème est la différence de rythme entre le Sud et le Nord ; c'est un problème de désajustement ; et pour arbitrer ce problème, il n'y a pas de « *schéma moral* » disponible.

Où est passé le gouvernement des experts ? On ne voit pas bien... Le citoyen que nous propose ici Lippmann a renoncé à « *saisir la société comme un tout* » ; c'est « *avant tout un homme luttant pour ses intérêts privés, qui ne vise ni la "vie bonne" (Aristote), ni l'intérêt général ou la justice universelle (les Lumières)* ». Très logiquement, il « *réclame que l'école transmette un "schéma de pensée et de sentiment (...)" qui rende le citoyen capable d'approcher un nouveau problème de façon utile* ». Autrement dit : « *replier les citoyens sur la sphère étroite de leurs intérêts* ».

Qui pour gouverner cette société ? Pas les experts¹². « *Lippmann redonne à la masse le pouvoir de gouverner* ». Une majorité éclairée ? Non ! Lippmann a en vue, ici, « *la capitalisation de tous les choix contraints, aléatoires et la plupart du temps aveugles des individus, dans leur lutte pour optimiser leurs intérêts* ». La main invisible¹³ + la sélection naturelle¹⁴, en quelque sorte. Un *self-government* sans la politique et sans la démocratie. « *Lippmann redonne à la masse le pouvoir de gouverner* », mais sans la souveraineté ? Ce n'est pas cela non plus. Lippmann imagine que « *la consultation des électeurs ne jouera plus que le rôle d'ultime recours, une fois épuisées toutes les autres formes spontanées de régulation* ». Quelque chose comme une démocratie réduite aux situations de crise, quand la main invisible n'est plus efficiente.

Et c'est dans ces moments-là que Lippmann continue de voir un rôle pour les *leaders* et pour la propagande, pour aider à faire émerger la volonté générale, « *pour "rassembler" ce qu'il y a de plus commun à cette "masse hétérogène des désirs"* ». On n'est pas loin de l'idée d'homme fort pour situation de crise (que l'opinion¹⁵ soutient avec enthousiasme et passion). La verticalité est de retour. Les experts et leurs expertises aussi.

¹² On va voir dans un court instant que ce n'est pas aussi simple.

¹³ Smith.

¹⁴ Darwin.

¹⁵ Les *supporters*.

Chapitre III. Les sources biologiques du conflit

Face à la crise des démocraties dans les sociétés industrielles, Lippmann propose donc un modèle qui allie gouvernement des experts, manufacture du consentement et démocratie minimaliste purement procédurale. Cette proposition « *aura une grande influence sur la pensée politique américaine et, plus largement, sur la formation des élites dans l'ensemble du monde* ». Elle va aussi donner lieu à un vif débat avec Dewey.

Aux sources du nouveau débat sur la démocratie

Pour les deux hommes il est « *urgent de reconstruire le modèle démocratique à la mesure des défis de la Grande Société industrielle et mondialisée* ». Mais Dewey formule des objections¹⁶ : au gouvernement des experts, il oppose l'usage systématique de l'enquête ; à la manufacture du consentement, il oppose la réappropriation collective des moyens de communiquer ; à la démocratie minimaliste, procédurale et intermittente, il oppose une démocratie qui affronte la question des valeurs, des fins et des buts visés par la communauté politique.

« La divergence majeure du modèle de Lippmann avec celui de Dewey (...) (vient de ce que) tout le modèle politique de Lippmann repose (...), on a commencé à le voir, sur la distinction entre les leaders, qui sont considérés comme les seuls agents véritablement actifs, et les masses produites par la Grande Société, qui sont tenues pour inertes, amorphes et passives ».

Les sources biologiques du débat

« Lippmann réduit systématiquement le public à "l'opinion publique", comprise comme une entité passive coupée de toute possibilité d'action ». Le public est une "masse", un matériau malléable, à rééduquer par les experts pour le réadapter. Selon Lippmann, ce schéma masse-expert est valable pour toutes les organisations sociales.

Dewey, lui, pense au contraire que ces formes d'organisation sociale retardent sur l'évolution. Ce ne sont pas les masses qui sont en retard sur l'évolution, mais notre « *façon de penser le retard qui retarde sur l'évolution de l'espèce humaine et sur la libération de ses potentialités* ». Dewey stigmatise en particulier la distinction "actifs-passifs" de Lippmann, qui oppose la passivité de la sensation et l'activité de la pensée au lieu de penser leur articulation. Si on y ajoute la distinction inverse entre « *la contemplation passive des fins (par le savoir des experts) et la mise en application active (par le travail des masses laborieuses)* », tout cela fleure bon les vieilles hiérarchies sociales des vieilles organisations sociales, et, à cet égard, dit Dewey, Lippmann passe à côté de la révolution scientifique.

¹⁶ Ce que l'on appelle depuis les années 1990 "The Lippmann-Dewey debate" s'est étendu sur une vingtaine d'années à partir de la fin des années 1920.

Il passe aussi à côté de la grande leçon du darwinisme que constitue la “logique génétique et expérimentale” : « *là où il y a de la vie, il y a du comportement, de l'activité. (...) (l')ajustement adaptatif (...) n'est pas complètement passif. Il ne s'agit pas d'un simple modelage de l'organisme par l'environnement (...)* ». L'expérience, c'est à la fois activité¹⁷ (essai, expérimentation) et passivité¹⁸ (prise en compte des conséquences, des résultats) ; c'est de l'interaction avec l'environnement, active et passive tout à la fois. Dewey voit là le « **noyau dur du darwinisme** », qui « *supprime l'idée que (la connaissance) est l'activité d'un simple contemplateur ou spectateur du monde (...)* ».

Loin d'être « **modelé par l'environnement comme une pâte molle** », l'organisme « **prend activement l'initiative, en proposant une action nouvelle sur son environnement, soit de façon complètement aveugle (c'est la variation darwinienne aléatoire en général, et celle de l'instinct en particulier), soit {chez l'homme} sur un mode plus intentionnel, « pour modifier l'environnement dans les intérêts de la vie »** ». La différence entre les deux modalités est immense ; pour autant, la seconde relève bien, comme la première, « **du règne de la nature et du modèle explicatif darwinien** ». Que l'on parle d'expérimentation scientifique, de démarche par essais et erreurs ou de simple variation de l'instinct, aveugle et aléatoire, dans tous les cas il y a effort « *pour modifier l'environnement dans les intérêts de la vie* ».

« **Par rapport à l'expérience vitale en général, la connaissance ne fait que moduler d'une autre façon la nécessaire rétroaction entre les phases actives et passives de l'expérience. C'est cette rétroaction qui interdit dorénavant toute interprétation dualiste de l'acte de connaître** ». La philosophie a ainsi dû reconnaître « *qu'il n'y avait de sujet ni purement actif, qui pourrait prétendre construire ou constituer souverainement les objets de son milieu (...), ni simplement passif, qui se contenterait d'être impressionné par son environnement, comme une pâte molle prend la forme de son milieu (...). Pas plus qu'il n'y a, comme le croit Lippmann, de société divisée entre sujets actifs, qui penseraient tout seuls les fins de l'expérience, et sujets passifs, qui se contenteraient de consentir passivement, sur le mode de la confiance, à l'expérimentation qu'on a pensée pour eux* ».

Pour Dewey, au fond, l'intelligence prolonge et amplifie la logique de la conception darwinienne de l'évolution. « **En contrôlant mieux l'effet en retour de la sélection naturelle, elle permet, si elle s'exerce, de prolonger sa logique « cumulative », rendant possible quelque chose comme une « amélioration » (Darwin) ou comme un « accroissement » (Dewey), sans qu'il y ait pour autant un quelconque « progrès » au sens où l'entendent les conceptions téléologiques de l'évolution**

¹⁷ Doing.

¹⁸ Underdoing.

(Spencer, Lamarck), qui impliquent la fixation illusoire de fins transcendantes et absolues, censées donner par avance tout son sens au processus évolutif ».

On est aux antipodes de « *la réadaptation passive des organismes aux exigences ultimes de l'environnement* » telle que conçue par Lippmann. Quant aux « *exigences ultimes de l'environnement* », quelles sont-elles ? Ce sont celles de la division mondiale du travail, hors de portée de « *toute forme de discussion collective* ».

« *Repensé sur ces bases darwiniennes, le rôle de la nouvelle démocratie doit dès lors consister, selon Dewey, à faire très exactement le contraire de ce que préconise la néo-démocratie lippmannienne. Il doit être de réarticuler les dimensions passive et active de l'expérience politique en même temps que les tendances nécessaires à l'innovation et à la stabilité, que la Grande Société puis le gouvernement des experts n'ont justement pas cessé d'opposer (...)* ». Dans ce cadre, « *les décalages de rythme du temps évolutif* » deviennent des « *source(s) de tension féconde, indispensable à l'émergence d'un nouvel espace politique de conflits et de dissensions* ».

« *C'est dans ce contexte que Dewey va promouvoir ce que j'appelle les hétérochronies du temps évolutif* », c'est-à-dire « *toutes les formes de rupture dans les rythmes évolutifs (...) au premier rang desquelles figure la théorie des «équilibres ponctués», qui n'hésite pas à contester le gradualisme darwinien en soutenant que l'évolution oscille le plus souvent entre longue période de stase et courte période d'accélération*¹⁹ ».

Gradualisme et hétérochronie

Dans **The Public and Its Problems**, en 1927, Dewey définit le public comme « *l'ensemble de tous ceux qui sont affectés (affected) par les conséquences indirectes de transactions à un tel degré qu'il est jugé nécessaire de prendre soin (care for) systématiquement de ces conséquences* ». Non seulement « *les individus concernés ressentent que les interactions des autres agents les affectent de manière « durable » et « sérieuse » sans qu'aucune réponse satisfaisante au problème ne soit encore trouvée* », mais en outre « *les organismes extérieurs à la transaction se sentent eux-mêmes affectés de façon sérieuse, (...) éprouvent la phase passive de l'expérience sur le mode d'un « problème », d'un « conflit » ou d'un « trouble » (trouble), au point qu'ils ressentent le besoin d'une réponse active, dont ils remarquent ensemble le manque ou le retard à agir* ». C'est très exactement dans ce double mouvement caractéristique des associations humaines que Dewey voit l'origine de l'émergence de l'espace public, et la naissance du politique. Celui-ci s'origine donc dans une intime (mais pas nécessairement harmonieuse) connexion entre

¹⁹ Théorie que Dewey, à son époque, ne pouvait pas connaître, mais dont il a eu l'intuition.

« l'épreuve passive et commune d'un trouble et la recherche active et collective d'une solution ».

On est passé dans un autre monde. Là où Lippmann restreint le politique au **« respect procédural des règles en cas de crise »**, Dewey soutient que **« sans la transmission de l'expérience sociale et politique par la communication du public avec lui-même, l'espèce humaine sera condamnée à en rester au tâtonnement maladroit de l'essai et de l'erreur »**. Là où Lippmann veut éliminer les dyschronies, Dewey les valorise. Là où Lippmann stigmatise la résistance au changement des masses, Dewey l'impute aux élites anciennes qui ne veulent pas renoncer aux formes politiques qu'elles ont contribué à instaurer. A quoi Dewey ajoute – reflétant les susnommées formes politiques surannées – le retard des idées. Lippmann, à ses yeux, incarne ces deux formes de retard.

Mais, pour Dewey, il y a aussi des formes de retard affectées d'un coefficient positif. C'est le cas des habitudes, qui **« restent indispensables à la formation d'un public qui communique avec lui-même »**. Comprendre : capable d'une relation de face à face ; capable d'assurer la transmission des valeurs ; capable de participer à une expérience collective charriant du commun. A cet égard, Dewey croit indispensable d'articuler **« l'échelle mondiale de la Grande Société et celle, nécessairement locale, des communautés démocratiques »**.

« Mais toute la difficulté de cette stabilisation du flux par les stases du monde symbolique vient de ce qu'elle doit l'arrêter sans pour autant chercher à le bloquer ou à s'y opposer. (...) La stabilisation du flux par les habitudes et par le monde symbolique, au lieu de chercher à le nier, doit au contraire nous servir à l'estimer et à le réguler ». Ni déni du flux, ni refus des stases. **« Un flux hostile à la stase, et une stase qui se met à refuser l'irréversibilité du flux, tel est le double écueil qu'il s'agit d'éviter »**. Sur ces bases, Dewey imagine une évolution sociale et politique **« foncièrement hétérogène, reconnaissant l'hétérochronie irréductible du rythme évolutif au sens élargi du mot, comprenant l'ensemble des décalages de rythme (ontogénétiques, phylogénétiques, sociaux et politiques) qui forment le tissu incertain et conflictuel de toute histoire évolutive »** : **« La nature se caractérise par un mélange constant de précarité et de stabilité. Ce mélange donne à l'existence son caractère poignant. Si l'existence était complètement nécessaire ou complètement contingente, il n'y aurait ni comédie, ni tragédie dans la vie (...). L'importance de la morale et de la politique (...) a sa source et sa signification dans l'union, dans la Nature, du stable et de l'instable »**.

Chapitre IV. Vers un nouveau libéralisme

Le débat entre Lippmann et Dewey n'a pas opposé seulement deux modèles de démocratie, « *l'une menée par les experts et les leaders, l'autre par les publics et leurs problèmes* » ; il a porté aussi sur « *l'avenir du libéralisme dans le contexte de la crise des années 1930* ». La crise de 1929 et ses répliques pendant les années 1930 achèvent de discréditer le libéralisme, déjà très vivement critiqué depuis la fin du XIX^e siècle. Lippmann comme Dewey, au cours des années 1930, vont chercher à reconstruire le libéralisme²⁰, et cela nous vaudra la seconde étape du « *Lippmann-Dewey debate* » ; cette fois-ci, c'est Lippmann qui répond à Dewey. Nouveau désaccord.

L'autre débat entre Lippmann et Dewey : le désaccord sur le libéralisme

« *Pour Dewey, Lippmann ne voit rien du "retournement" de signification que le libéralisme a subi au cours de son histoire* », celui-ci passant, du XVIII^e au XIX^e siècles, d'instrument de libération à instrument de domination. Spencer a parfaitement incarné cela.

Le retournement a pris un caractère paradoxal : « *La Grande Société industrielle, avec ses immenses forces impersonnelles favorisant la concentration, a rendu les individus incapables d'agir sur le cours des affaires sociales, et c'est pourtant précisément à ce moment-là qu'on leur a demandé de devenir les agents du progrès économique et social* ». De nouvelles stases²¹ ont remplacé celles qui avaient été liquidées, qui se sont révélées encore plus contraignantes que les anciennes. La prévalence massive de l'association économique sur toutes les autres formes d'interaction a induit des processus de massification qui ont transformé les individus en « unités standardisées » et « interchangeables » chez lesquels la tendance à la déviation et à la nouveauté (*impulse*) est réprimée, ce qui prive l'habitude (*habit*) de toute possibilité de réorientation tout en bloquant le passage au politique. Lippmann « *manque la tension tragique et constitutive de l'espèce humaine entre stase et flux, elle-même indispensable à l'émergence du politique* ».

C'est aussi cette domination de l'association économique qui conduit le naturalisme libéral à figer « *l'impulse dans une série d'instincts* », à commencer par les instincts

²⁰ Dewey, **Individualism Old and New**, 1930 (trad. française : *L'individualisme – ancien et nouveau*, 2018) ; Dewey, **Liberalism and Social Action**, 1935 (trad. française : *Après le libéralisme ? Ses impasses, son avenir*, 2014) ; Barbara Stiegler souligne que le titre de la traduction française est trompeur car Dewey n'appelle pas au dépassement du libéralisme mais à sa reconstruction) ; Lippmann, **The Good Society**, 1937 (traduction française : *La Cité libre*, 1938).

²¹ Coutumes, institutions, etc.

de propriété et de compétition, éventuellement complétés par l'instinct altruiste de coopération, (et à) manquer complètement la plasticité de la nature humaine, qui s'invente à chaque fois dans la tension tragique entre impulse et habit ».

Vers un nouveau libéralisme

Dans une série d'essais publiés dans *The New Republic* en 1929-1930²², Dewey distingue quatre individualismes : celui de l'âme individuelle de l'époque médiévale, celui de l'« égalité des opportunités » des Pères fondateurs, celui de l'individualisme libéral et atomistique de la compétition et du profit, et le « nouvel individualisme », qui reste à inventer, et **« qui rendra à nouveau possible l'articulation entre l'impulse des potentialités individuelles et les habitudes nous permettant d'incorporer notre nouvel environnement industriel ».**

« Loin de prédire la fin du libéralisme, il en appelle plutôt à l'invention d'un nouveau libéralisme, qui reprenne le vieil adage libéral d'une libération des opportunités tout en le rendant compatible avec notre nouvel environnement industriel ». Il y reviendra plus en détails cinq ans plus tard, en 1935, dans **Liberalism and Social Action**²³.

Maintenant sa critique du naturalisme atomistique newtonien dans lequel les individus sont soumis à des lois universelles, il plaide pour un nouveau libéralisme qui **« (intègre) un modèle de compréhension du vivant plus adéquat, celui d'un laboratoire où se testent sans arrêt de nouvelles hypothèses, et dont il faut appeler ici qu'il fut promu d'abord par la révolution darwinienne ».**

Et il avance la notion centrale de « planification » (*planning*), mais une planification qui **« au lieu de produire des certitudes mathématiques, (serait) la projection de « possibilités », ce qui est exactement le mode de fonctionnement de la méthode expérimentale »** ; une planification non verticale, associée à des procédures démocratiques et décentralisées, promouvant l'intelligence collective (*« intelligence expérimentale coopérative », « intelligence socialement organisée »*), étrangère à toute étatisation de l'économie.

« L'intelligence socialement organisée doit nécessairement se soutenir, d'après (Dewey), d'une « législation » et d'une « administration », et donc d'un ensemble d'« institutions » (...) (pouvant même aller) jusqu'à rendre possible « l'appropriation collective des moyens de production » ». Ces propositions, qui se rapprochent de ce qu'il désignera plus tard comme **« le noyau essentiel de la pensée socialiste »** signent un libéralisme radical qui – sans abandonner toutefois le langage

²² Republiés en 1930, augmentés de quelques essais, sous le titre **Individualism Old and New**.

²³ Malencontreusement intitulé en français **Après le libéralisme ? Ses impasses, son avenir**.

gradualiste de la réforme - veut radicalement redistribuer les richesses tant matérielles que culturelles. On y retrouve aussi la tension « **entre stases et flux, et dans les catégories de son naturalisme, entre habitudes et impulsions** ». Et c'est du reste à partir de ces notions qu'il définit le libéralisme : « (...) *Il y a toujours un ajustement à faire, et dès que le besoin d'un tel ajustement devient conscient, le libéralisme a une fonction et une signification. (...) la nécessité de l'ajustement définit le rôle du libéralisme* ».

C'est quand il y a un problème d'ajustement, quand « **les seules interactions économiques et sociales** » n'ont pas réussi à régler les problèmes, qu'entre en scène le libéralisme radical de Dewey, c'est-à-dire la politique, la morale, l'éducation, c'est-à-dire l'Etat. Le libéralisme radical doit faire de l'éducation sa première préoccupation.

Mais Dewey ne réintroduit-il pas, ce faisant, les experts qu'il a tant fustigés ? Non, dit-il. « **l'articulation de l'ancien et du nouveau reste bien au service de la libération des potentialités créatrices des individus** » : « *Le changement social est (...) un fait (...). Des changements aux effets révolutionnaires sont en cours dans toutes les phases de la vie. (Ils) (...) surviennent avec une telle rapidité que l'imagination est déconcertée dans sa tentative de les saisir. Le flux n'a pas à être créé. Mais il doit être dirigé. Il doit être contrôlé de telle sorte qu'il aille vers une fin en accord avec les principes de la vie, puisque la vie elle-même est développement. Le libéralisme s'engage pour une fin à la fois durable et flexible : la libération des individus qui les amène à faire de la réalisation de leurs capacités la loi de leur vie. Il s'engage à l'utilisation de l'intelligence libérée comme méthode pour le changement dirigé* ».

La flexibilité est ici « **au service de la libération des potentialités créatrices dont tous les individus sans exception sont porteurs, mais qu'ils ne peuvent révéler que dans un cadre collectif qui les soutient au lieu de les détruire** ». Chez Lippmann, au contraire, la masse passive et inféodée à la division du travail mondialisée ne peut que subir « **l'accélération de tous les flux et la dissolution de toutes les clôtures héritées du passé** ».

« **Le libéralisme passe par l'éducation, interprétée comme ce qui rend possible la socialisation de l'intelligence, et par une politique publique de mise à disposition du savoir dans un ensemble d'institutions et de médiations collectives qui l'incarnent et qui lui donnent corps** ».

Il faut aussi une « **nouvelle démocratie industrielle** » permettant aux publics eux-mêmes – bien au-delà de la "participation au débat" et de la "consultation" - de « **mener l'expérimentation sociale** ».

Dewey brosse le portrait « **d'une société capable de se gouverner en se « planifiant continuellement » elle-même** ».

Chapitre V. La grande révolution : mettre l'intelligence hors circuit

Dans le contexte de la Grande Dépression, Lippmann est bien obligé de concéder que le libéralisme traverse une crise. « *Le laisser-faire est mort* », dit-il en 1934. Mais si intervention de l'Etat il doit y avoir, encore faut-il, selon lui, que celle-ci soit maîtrisée ; pas *de* « *collectivisme absolu* », mais un « *collectivisme libre* », qu'il appelle aussi, suivant en cela son ami John Maynard Keynes, « *économie compensée* ». Il soutient donc les principes économiques keynésiens et Roosevelt. Mais, quand ce dernier, avec le second *New Deal* (1935-1938), jette les bases de l'Etat providence (*Welfare State*), il s'en éloigne. Constatant, par ailleurs, la montée de l'autoritarisme dans le monde, il réclame – et cela le rapproche de Dewey – un *self-government* libéral de la société. Comme Dewey aussi, « **il prône désormais l'importance cruciale de l'éducation, comme vecteur d'une nécessaire « adaptabilité » ou « flexibilité » de l'espèce humaine** ». Mais là s'arrêtent les rapprochements car « **Tandis que le nouveau libéralisme promu par le pragmatisme américain entend imposer l'intelligence collective des publics comme le seul agent légitime de l'action publique, la grande révolution néolibérale cherchera à imposer la rupture inverse : celle d'une mise hors circuit définitive de l'intelligence collective** ».

De la grande révolution à la planification

Le *Lippmann-Dewey debate* va maintenant tourner autour de la question de la planification. Dans **The Good Society**²⁴, paru en 1937, Lippmann assimile celle-ci, « **y compris quand elle se veut « libérale », à une économie administrée d'en haut par l'Etat (...)** », oubliant que Dewey, -au contraire, -promeut une planification menée non d'en haut mais par les publics eux-mêmes, raison pour laquelle, d'ailleurs, ce dernier critique le *New Deal*. En fait, « **Dans sa critique de la planification, Lippmann suit les analyses de Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, qui participeront un an plus tard au colloque de Paris** ».

Le fond du désaccord entre Lippmann et Dewey se situe au niveau de leur appréhension de l'histoire. Ils parlent tous les deux de Grande Révolution, mais ils ne parlent pas de la même. Celle de Dewey « **a commencé au XVII^e siècle, avec l'invention des sciences expérimentales. C'est d'elle qu'ont découlé la révolution technologique et l'émergence de la Grande Société industrielle (...)** ». Celle de Lippmann se situe au XVIII^e siècle, avec l'apparition de « *la division mondiale du travail* », « *expérience la plus révolutionnaire* » de l'histoire, et expérience loin d'être achevée (Adam Smith, sous l'égide duquel Lippmann pense ces choses, parle d'une « *division du travail croissante dans des marchés toujours plus étendus* »).

²⁴ Traduction française : **La Cité libre**, 1938.

Du même coup, quand les deux hommes parlent de libéralisme, ils ne visent pas la même chose non plus. Pour Dewey, ce qui est primordial c'est la révolution scientifique des Temps modernes, à l'origine du capitalisme, et le libéralisme n'est que le stade avancé du capitalisme. Pour Lippmann, c'est la division mondiale du travail (qui doit sans cesse être élargie) qui est primordiale, et le libéralisme (la Grande Société) représente une rupture par rapport au capitalisme. Tandis que l'un attend du libéralisme qu'il opère « **le nécessaire « réajustement » collectif de l'ancien et du nouveau, en vue de libérer les potentialités créatrices des individus et de rendre à nouveau possibles les processus d'individuation** », l'autre assigne au libéralisme « **la mission très différente de réadapter les populations à ce mode très spécifique de production, qui ne peut se déployer qu'à un « tempo accéléré »** ». La croissance de l'*optimum* est ainsi le premier principe de **The Good Society**. Pour Dewey, au contraire, l'ouverture mondiale de la Grande Société doit être contrebalancée, à l'échelle locale, par les communautés ; les deux échelles doivent être conciliées, articulées. Et il reproche à Lippmann de ne voir d'« *interdépendance* » que pour les échanges économiques, et pour tout le reste de ne considérer que des individus « *atomistiques* ».

Quelle instance va réguler ces interactions atomiques ? Le marché, répond Lippmann ; « **les prix font le tri entre les choix atomiques des individus** ». Nul besoin de contrôle. L'intelligence doit être mise hors circuit.

La mise hors circuit libérale de l'intelligence : Adam Smith contre Dewey

« **La conception libérale du capitalisme, régulé de manière aveugle et automatique par le marché, est censée reposer sur cette « propension de la nature humaine » à se concentrer sur une utilité restreinte et à courte vue, celle de l'intérêt atomique visé par l'échange, plutôt que sur « l'utilité étendue » visée par l'intelligence humaine** ». Dewey critique ces postulats atomistes du libéralisme classique, qui « **semble (...) interpréter l'interdépendance de l'espèce humaine (le besoin presque constant de « l'aide de ses semblables ») à partir d'individus recourbés sur eux-mêmes par « l'amour de soi » (self-love)** » (c'est-à-dire, -il faut le préciser, -animés non par l'égoïsme mais par la poursuite de « *leur propre intérêt* » s'expliquant elle-même par la recherche de leur propre préservation). Au lieu de cela, s'appuyant sur la tension *impulse-habit* (cf. supra), Dewey promeut « **le travail médiateur de l'intelligence collective et avec elle la visée collective de cette « utilité (...) étendue » qu'Adam Smith cherche, d'après lui, à disqualifier** ». A ses yeux, « **c'est la coordination consciente par l'intelligence collective et par le contrôle des conséquences qui signe la vraie révolution, celle qui porte à son point d'accomplissement la logique expérimentale de l'évolution dévoilée par Darwin** ».

« **Cette mise hors circuit de l'intelligence semble reposer, pour Lippmann, sur le mécanisme providentiel de la compétition** ». Compétition entre les innovations, entre les agents du marché, entre les organismes. Compétition qui produit

automatiquement *l'optimum*. Et pourtant, le même Lippmann « *reconnaît que la crise du libéralisme provient en grande partie de sa confiance naïve en une bonne nature du marché, capable d'une régulation automatique et providentielle des interactions économiques et sociales* ». C'est ce que va pointer fortement le colloque Lippmann. La grande différence entre les libéraux et les néolibéraux est sans doute là : ces derniers « *ne croient plus que le marché soit une donnée de nature, elle-même régie par des mécanismes naturels produisant providentiellement le meilleur* ».

D'où la tentation de la planification et du collectivisme, que Lippmann veut absolument conjurer. Pour ce faire, pour « renforcer la mise hors circuit libérale de l'intelligence et de ses artifices », il va reconstruire « *le naturalisme libéral sur de toutes nouvelles bases, évolutionnistes et non plus providentialistes. C'est précisément ce point, à bien des égards décisif pour la genèse du néolibéralisme contemporain, que n'a pas vu Foucault* ». Lippmann purge le libéralisme du providentialisme naturaliste « *non pas en supprimant toute référence à la nature, mais en intégrant au nouveau naturalisme libéral les apports de la théorie de l'évolution, sur des bases complètement différentes de celles retenues par Spencer* ».

La mise hors circuit évolutionniste de l'intelligence : Bergson contre Dewey

« *Dans sa tentative de mettre hors circuit l'intelligence en s'appuyant sur la théorie de l'évolution, Lippmann reprend la critique bergsonienne du primat de l'intelligence* ».

« *Trente ans après Bergson, Lippmann insiste à son tour sur le fait qu'il existe un écart incommensurable entre la réalité fluide, océanique et ouverte dans laquelle nous sommes plongés et le caractère nécessairement limité et statique de notre intelligence, tournée vers les solides et la discontinuité fictive des objets* ». Comme Bergson et contre Dewey, il rabat « *la fonction adaptative de l'intelligence et la fonction biologique de l'adaptation elle-même sur la simple conservation, ce qui lui permet du même coup de la mettre hors circuit quand il s'agit de saisir la réalité du mouvement évolutif lui-même* ». L'intelligence, qui saisit le réel à travers « *des schémas (pattern) abstraits, isolés et artificiellement simplifiés* », est « *condamnée à rater le flux océanique de l'évolution de la vie* » ; elle est vouée aux stases. Dewey, lui, au contraire, « *présente l'intelligence comme la fonction médiatrice chargée de réarticuler les stases de l'habitude et le flux du nouveau* ».

Sur la base de cette analyse, Lippmann pose « *la thèse centrale du libéralisme classique sur les limites du gouvernement, en même temps que la nécessaire mise hors circuit des plans de l'intelligence collective* » eu égard à « *l'infinie complexité de la réalité* ».

Lippmann ne suit plus Bergson sur le thème de « *l'élan vital* », par contre. Il ne croit pas à cette métaphysique qui récapitule les intuitions, les « *coups de sonde* » ***nécessairement partiels et ponctuels*** » dans une « *expérience intégrale* » ». Il persiste et signe sur l'idée que « ***tout gouvernement doit donc reconnaître sa propre limitation*** » et que c'est la compétition et la pluralité des intérêts qui gouvernent les relations entre les individus. Et il en revient, encore et toujours, contre ce versant positif du bergsonisme, à l'atomisme et au gradualisme darwinien tels que formulés par Adam Smith dans **La richesse des nations** : « *l'amélioration* » (***improvement***) ***se produit de manière*** « *lente et graduelle* » (***slow and gradual***), ***par l'accumulation de petites variations atomiques aveugles, elles-mêmes sélectionnées par la mise en compétition des organismes individuels luttant chacun pour leur propre*** « *avantage* » ».

Problème : comment Lippmann, dans ces conditions, va-t-il prendre acte de la « *débâcle du libéralisme* »²⁵, qui est aussi la débâcle de la « *main invisible* » ? Il ne croit plus en celle-ci ; mais il ne croit pas non plus en l'intervention de l'Etat de Keynes et Roosevelt ; et pas plus en l'intelligence collective de Dewey. Lippmann va s'en remettre dans **The Good Society** aux artifices du droit, d'une part (chap. VI), et, d'autre part (chap. VII), à la « *manufacture du consentement* ».

²⁵ **The Good Society**, chap. X.

Chapitre VI. Réformer l'espèce humaine par le droit

Louis Rougier, l'organisateur du colloque Lippmann, donne acte à celui-ci que l'espèce humaine n'est pas « *naturellement dotée des capacités de calcul lui permettant d'échanger de manière optimale sur le marché* ». La débâcle de la main invisible « *doit encourager la science économique à reprendre contact avec la réalité de l'espèce humaine, dans son illogisme, sa confusion et son irrationalité* ». De ce point de vue, il y a rupture entre le néolibéralisme et le libéralisme classique ; or, on les confond trop souvent. Pour Rougier, mais aussi pour l'ordolibéral allemand Alexander Rüstow, c'est le mérite du livre de Lippmann de réintégrer « *les problèmes économiques dans leur contexte politique, sociologique et psychologique, en vertu de l'interdépendance de tous les aspects de la vie sociale* ».

Il y a accord, sinon sur les causes, tout du moins sur le constat d'échec. L'économie de marché génère de la misère et de la violence. Il faut arrêter de rêver à une bonne nature de l'homme et du marché. C'est ainsi que le néolibéralisme va être conduit « *à donner un rôle de premier plan aux artifices du droit et à leur puissance de régulation* », et, pour cela à transformer le droit lui-même pour « *le mettre au service, non plus de la stabilisation de l'ordre ancien, mais de la libération des forces nouvelles* ». Donc : prendre acte de la misère et de la violence, et reconnaître l'échec du libéralisme. Ainsi que le dit Lippmann (on dirait du Dewey) : « *Cent ans après la publication de la **Richesse des nations** d'Adam Smith, la philosophie libérale était en pleine décadence. Elle avait cessé de guider les progressistes qui cherchaient à améliorer l'ordre social. Elle était devenue une collection de formules geignardes invoquées par les propriétaires pour résister aux empiètements sur leurs avantages acquis* ». Et « *le droit a enferré le libéralisme dans la défense des stases au détriment du flux* ». C'est ce qu'il s'agit de renverser. Ce que le droit a fait dans un sens au XIX^e siècle (Lippmann l'expose très bien), il peut le faire dans l'autre au XX^e siècle (cf. page 192).

« *Pour les nouveaux libéraux, cette nature contingente des instruments du droit permet justement d'envisager leur perpétuelle transformation* » ; d'envisager qu'ils servent maintenant à la « *libération des flux dans un monde ouvert et sans clôture* ».

Le droit comme "code de la route" : néolibéralisme ou pragmatisme juridique ?

Un peu de vocabulaire pour commencer. Dans le laisser-faire, qui est censé ne faire de place ni à l'Etat, ni à une quelconque superstructure privée, il n'y a rien à dire sur ce que les uns et les autres ont à faire (ou à ne pas faire). Dans le néolibéralisme, si. L'Etat, en particulier, a des choses à faire (et à ne pas faire). On va parler, pour les désigner, d'*agenda* et de *non-agenda*. Par ailleurs, « *le gouvernement libéral doit être non seulement juridique,*

mais strictement judiciaire ». L'Etat s'abstient d'imposer des plans à la société, et se contente de la réguler par un cadre réglementaire. Il s'interdit de « *décider par le menu de tous les détails de l'itinéraire de chaque individu* », mais il définit un « *code de la route* » strict et précis. « *Cette métaphore du code de la route sera reprise et amplifiée par le colloque Lippmann* ». On la trouve aussi bien sous la plume de Lippmann et celle de Dewey, et ils sont tous deux des admirateurs du juge pragmatiste Holmes, de sorte qu'on peut se demander si on ne tient pas là un point d'accord - LE point d'accord - entre les deux hommes. Nous allons être déçus, une fois de plus.

Derrière le code de la route, statu quo sur la destination de l'espèce humaine

Pas d'accord, tout d'abord, « *sur la possibilité de discuter collectivement d'une destination commune* ». Pour Lippmann, l'enjeu ne peut être que procédural, viser le perfectionnement des règles, et le champ du politique est réduit à l'ordre du judiciaire. Pour Dewey, au contraire, « *la discussion et l'enquête collective doivent porter sur la substance des valeurs* ».

Divergence aussi « *sur la notion centrale d'adaptation* ». Tandis que Lippmann réduit l'environnement de la Grande Société au mode de production capitaliste, auquel nous n'avons pas d'autre choix que de nous y adapter, pour Dewey, au contraire, « *l'environnement social se définit par une multiplicité d'interactions possibles, dont les échanges économiques ne sont qu'un aspect parmi tant d'autres* » permettant aux individus d'exprimer leurs potentialités créatrices.

Divergence, enfin, sur le sens de l'histoire. Lippmann, -qui disqualifie « *le rôle fonctionnel de l'intelligence collective dans la détermination des fins* », - présente le capitalisme comme la fin de l'histoire. On voit bien l'idée : si la fin est connue, inutile que « *les masses* » en discutent. Du reste, ajoute Lippmann, avec la *Common law*, nous disposons d'une « *loi suprême* », universelle et transcendante, indiscutable. « *La délibération politique doit se borner à « réformer l'ordre social », afin de l'adapter au nouvel environnement de l'espèce humaine, lui-même défini par le mode de production du capitalisme mondialisé* ». A l'inverse, pour Dewey, « *l'espèce humaine doit toujours rester dans un rapport actif d'interaction et de transformation avec son environnement, tant économique que social (...)* ».

Le droit comme "règles du jeu" : de la loi qui ordonne à la réforme qui adapte

Lippmann pense une société de concurrence, mais non destructrice et non faussée, « **civilisée par des règles justes et encadrée par un arbitrage loyal** », permettant de « **dégager une hiérarchie naturelle, où les inégalités sont fondées, non plus sur des artifices arbitraires, mais sur les « supériorités intrinsèques » de chaque individu** ». Comprendre : dans cette société, il y a toujours des inégalités, mais elles sont « **intrinsèques** » et « **naturelles** ». Lippmann « **(justifie) les inégalités en les naturalisant** ».

Lippmann concède que le droit en vigueur est « **réquisitionné par les classes dominantes** », qu'« **il faut le reprendre en main (...) et le réorienter dans la bonne direction** ». « *Dewey sort de ce corps !* », est-on tenté de crier. Oui, mais non... La bonne direction, pour Lippmann, est « **celle d'une compétition juste et non faussée, arbitrée par des « règles du jeu » (the rules of the game) équitables et par les principes fondamentaux du fair play qui prévalent dans les compétitions sportives** » : « *Le partisan de la liberté (libertarian) ne demande pas que tous les coureurs restent dans la course à la même hauteur et qu'ils finissent ensemble. Il demande que tous partent en même temps et qu'aucun ne puisse chasser un rival de la piste à coup de coude. Alors, le gagnant sera le meilleur coureur. Ce ne sera pas le compétiteur qui a soutiré un handicap aux juges, ou qui a obtenu un avantage qui n'a rien à voir avec son aptitude à courir la course. La conception libérale de l'égalité ne promet manifestement pas de rendre tous les hommes égaux en richesse, en influence, en honneur et en sagesse. Au contraire, sa promesse est que les inégalités extrinsèques imposées par prérogative et privilège soient réduites, et que les supériorités intrinsèques s'affirment d'elles-mêmes* ».

Au passage, Lippmann suggère que « **la concentration des profits n'appartient pas à l'essence du capitalisme** », mais au droit « **réquisitionné par les classes dominantes** ». Il disculpe donc le capitalisme à la fois des inégalités sociales et de la crise des années 1930 et suggère que le problème c'est « **le capitalisme d'Etat, rendu inique par l'arsenal de lois injustes** ».

Le thème de la « compétition fair play », par ailleurs, le conduit à une « **remise en cause des grandes corporations et (à) la lutte contre les monopoles, au profit de la compétition (loyale {fair play}) entre petites unités individuelles (...)** » de laquelle émergeront les individus « **les plus doués** » (*the more gifted*), « **dorénavant reconnus comme l'unité de base de l'innovation, de l'entreprise et de la prise de risque** ». B. Stiegler indique que M. Foucault a eu raison de relever que **The Good Society** (et le colloque Lippmann subséquent) donne, ici, le coup d'envoi d'une nouvelle anthropologie, - promise à un bel avenir, - « **celle de l'individu « entrepreneur de lui-même », dont la théorie du capital humain est par certains aspects l'héritière** ».

Dewey est à mille lieux de ces conceptions. Chez lui, « *« l'égalité des chances » désigne les conditions sociales et collectives dans lesquelles tous les individus ont la possibilité de libérer « l'impulsion » (impulse) dont ils sont porteurs, et avec elle, la capacité créatrice de chacun de transformer l'environnement social, en obligeant les habitudes collectives à se réorganiser ».*

Au fond, Lippmann pense que « *l'économie classique s'est totalement trompée* ». D'une part, « *elle s'est donné un monde faussement naturel, dans lequel les artifices du droit et la possibilité de leur utilisation arbitraire n'existaient pas* ». Elle n'a pas vu (ou voulu voir) que, dans la compétition économique, les dés étaient pipés. D'autre part, « *oubliant (...) la réalité anthropologique produite par l'histoire évolutive de l'espèce humaine, elle a supposé que l'humanité était totalement adaptable* ». Elle n'a pas vu (ou voulu voir) les stases, les habitudes, les stéréotypes. Dans les deux cas, elle a "péché" par abstraction.

Elle ne s'est pas trompée sur la norme, par contre : la « *« compétition parfaite et loyale », impliquant à la fois « l'égalité des chances » et la complète « adaptabilité » des individus aux mutations accélérées de la nouvelle économie* ». Le libéralisme classique peut donc être conservé, mais à condition d'être corrigé de ses défauts. Il doit assumer « *la dimension normative de la loi suprême* » (Common law) et revendiquer « *le caractère téléologique de sa théorie de l'évolution* » : « *L'économie classique bien comprise (n'est) pas une description apologétique du statu quo. Elle (est) une science normative qui (critique) le statu quo, (révèle) les points sur lesquels la réforme (est) nécessaire et (indique) le genre de réformes désirables* ». « La masse » avait déjà été dépossédée de l'élaboration de la loi par la Common law ; la voilà maintenant dépossédée de l'élaboration des réformes. « *La priorité du nouveau libéralisme devient la réforme de tout ce dont l'espèce a hérité de son évolution passée* ».

En particulier, cette « *société réformée* » a besoin « *d'individus réformés* ». « *La première mission du nouveau libéralisme (doit être) politique, sociale et même anthropologique* ». Priorité à la réforme. Pour commencer, déposséder le camp du progrès du vocabulaire de la réforme et de celui de la révolution. Se donner comme objectif général de combler tous les « *retards* » accumulés dans le contexte de la « *Grande Révolution* ». Pour cela, lancer « *une grande politique ambitieuse d'éducation, de santé et d'environnement* ».

Chapitre VII. L'agenda néolibéral : vers un nouvel âge de la biopolitique

Le nouveau libéralisme « *signe le retour du gouvernement dans la vie des populations* ». Elles souffrent d'un « *retard culturel* » (*cultural lag*) qu'il va falloir combler pour accroître leur « *adaptabilité* » et leur « *flexibilité* ». Priorité à l'éducation, en particulier. Retour de la biopolitique, donc ?

Ici, une clarification s'impose, qui est aussi une thèse, celle sur laquelle B. Stiegler veut terminer. La biopolitique décrite et théorisée par Foucault était fondée sur la confiance en une bonne nature, à laquelle le gouvernement pouvait s'adosser pour concevoir et mettre en œuvre des politiques de la vie. Avec Lippmann et ses sources évolutionnistes, c'est l'inverse : l'espèce humaine est radicalement déficiente. Et la thèse est celle-ci : avec le néolibéralisme s'ouvre *un nouvel âge de la biopolitique*, qui pointe non plus vers l'idée de confiance mais vers celle de déficience. Non plus développer des politiques de la vie en s'appuyant sur l'homme mais en dépit de l'homme, pour le réformer.

Ici, il faut reconsidérer – si la thèse se confirme - « *tout ce qui sépare les libéralismes de Lippmann et Dewey* ». Confiance dans les potentialités de l'espèce humaine, à l'instar des premiers libéraux, chez Dewey, qui s'appuie sur la théorie de l'évolution (comme Lippmann), mais aussi sur la grande révolution scientifique et technique. Diagnostic inverse chez Lippmann, qui tire de la lecture de Darwin sa thèse sur la défectuosité de l'espèce humaine, et « *retour en force (chez celui-ci) des dispositifs de surveillance et de punition* ». Et souvenons-nous que c'est précisément sur « *la nature de l'espèce humaine et (...) (le) sens de l'évolution que les nouveaux libéralismes de Lippmann et Dewey entrent en choc frontal* ».

Une biopolitique disciplinaire

C'est ce que prône Lippmann. Mais il s'agit là, pour ainsi dire, d'un oxymore. Biopolitique ≠ discipline. « *Car tandis que les disciplines optimisent la force de travail en réglementant, en empêchant, et en ne laissant pas faire, la biopolitique fait rupture avec les disciplines, en comprenant qu'il faut opposer un contrepoids à ce gouvernement invasif des conduites et apprendre au contraire à laisser faire, à laisser circuler les flux* ». Il y a, dit Foucault, tension entre les deux. On pourrait dire : il faut distinguer sans séparer, relier sans confondre. Foucault dit dans **Sécurité, territoire, population** : « *La discipline, par définition, réglemente tout. La discipline ne laisse rien échapper. {...} elle ne laisse pas faire {...}. Le dispositif de sécurité, au contraire, {...} laisse faire. Non pas qu'il laisse tout faire, mais il y a un niveau auquel le laisser-faire est indispensable* ». « *Laisser faire ne veut pas dire déréguler, mais bien au contraire réguler les flux et les circulations, ce qui implique de prendre en main la santé des populations et la qualité de leurs*

environnements. Mais réguler ne veut pas dire non plus tout réglementer ou enrégimenter, et c'est dans l'espace de cette nuance que naît le libéralisme et sa prise de distance critique avec les disciplines ». Où l'on reparle, encore et toujours, de la nature humaine : « *Tandis que la discipline part du principe d'une nature humaine déficiente et qu'il faut entièrement redresser (...), la biopolitique part du principe inverse d'une confiance dans la nature, et entend libérer, tout en le régulant, le jeu des interactions entre l'espèce humaine et son environnement* ». Quand naît le libéralisme, il prend ses distances à la fois avec les disciplines et l'excès de gouvernement ; le temps de la biopolitique est venu, qui va opposer un « *contrepoids critique (...) aux réglementations tatillonnes des disciplines* ».

Lippmann donne l'impression, à première vue, de « *repandre à son compte ce modèle libéral d'une libération régulée des flux de circulation* ». En réalité, on se rend compte, dans sa fameuse analyse de la *commun law* comme code de la route, que sa confiance dans les préférences des conducteurs est à géométrie variable. A vrai dire, chez Lippmann, la défiance à l'égard du public est familière, et elle est inséparable des arguments évolutionnistes et de l'idée que la nature humaine, étant mauvaise, doit incessamment être rééduquée et corrigée. De sorte que « *Si le nouveau libéralisme de Lippmann prolonge la biopolitique libérale dans ses objectifs de prise en charge de la qualité de vie des populations et de la sécurisation de leurs environnements, il inscrit aussi au centre de son agenda le programme d'un redressement permanent des comportements par les disciplines, qui reprend à la lettre leur objectif de mise au pas de la force de travail au service des exigences du capital mondialisé* ». Politiques de santé = biopolitique. Politiques éducatives et culturelles = redressement. D'où le titre "oxymorique" de ce chapitre : une biopolitique disciplinaire. D'où aussi cette inquiétude de B. Stiegler : « *(...) l'aspect potentiellement émancipateur du libéralisme paraît gravement menacé dans la version néolibérale* ». A moins que le retour de l'Etat protecteur, envisagé par Lippmann, ne vienne rééquilibrer le dispositif ? Lippmann rejoindrait alors Dewey ?...

Le néolibéralisme comme action sociale ou comme économie sociale de marché ?

Le chapitre XI de **The Good Society** (1937) semble dire à peu près la même chose, en effet, que **Liberalism and Social Action** (1935). Lippmann présente une liste impressionnante de secteurs prioritaires de l'intervention publique et indique que pour financer tout cela il faudra en passer par une redistribution des revenus. C'est ce qui a fait dire à certains participants du colloque Lippmann « *qu'on assistait là à l'émergence d'une « politique libérale de gauche²⁶ »* ».

²⁶ Jacques Rueff cité par Serge Audier in **Le colloque Lippmann**, éditions Le Bord de L'eau, 2012.

Mais, comme toujours avec Lippmann, il faut creuser. Les politiques publiques, et tout spécialement **« l'éducation et la conservation des ressources naturelles, produisent des « valeurs » qui ne sont pas elles-mêmes évaluables sur le marché »**. Elles constituent des conditions de possibilité du marché, mais les agents économiques, parce qu'ils parties prenantes du marché, ne peuvent les percevoir comme telles. **« Les valeurs produites par l'éducation et par la protection de l'environnement n'ont donc rien d'anéconomique. Elles sont bien plutôt les conditions transcendantales de possibilité de l'économie de marché elle-même et, pour cette raison même, non évaluables par le marché »**.

La *Common law* perfectionne les règles de droit. L'éducation améliore **« la qualité morale, cognitive et compétitive de ses agents »**. Dans les deux cas, il s'agit de **« rendre possible le fonctionnement idéal du marché »**. L'éducation, en plus, permet de **« réformer l'espèce humaine, afin de la réadapter aux besoins de l'économie de marché mondialisée »**. Il y a donc subsomption de l'éducation par le marché.

Il en va de même pour la culture, qui est rabattue sur les loisirs, c'est-à-dire sur le non-travail, et pour laquelle **« toute intervention publique (...) a pour seule justification de recréer la force productive usée par le travail (...) »**. Même chose encore pour la santé. C'est un secteur patrimonial, un **« fondement de l'économie »**, comme l'éducation et les ressources naturelles.

Quand Lippmann présente son libéralisme et parle d'action sociale, **« c'est donc une action qui tend à réduire toutes les interactions sociales, -à commencer par celles de l'éducation, du soin, de la culture ou du travail, -aux relations économiques de coopération et de compétition régies par un marché mondialisé, auxquelles il s'agit de les réajuster »**. Ajoutons, si besoin est, que tout cela est fait sans discussion démocratique, à partir du haut, par les experts, sous le *leadership* – désormais – des économistes.

« On ne peut (donc) que s'étonner du jugement de Jacques Rueff, qui croit pouvoir inscrire l'agenda de Lippmann dans une « politique libérale de gauche »²⁷ ». Chez Lippmann, l'Etat n'est protecteur qu'en paroles, ou, s'il l'est, c'est pour une "bonne cause" étrangère à la population : le bon fonctionnement du marché.

²⁷ Cette phrase vise aussi Serge Audier. Cf. page 231 (et note n° 23, page 318) et page 239 (et note n° 36, page 319).

La "formidable réadaptation de l'espèce humaine"

« *Partant du constat de ce qu'il appelle son « retard culturel », Lippmann en appelle donc, nous l'avons vu, à une « formidable réadaptation de l'espèce humaine »* ». Celle-ci passe par des politiques publiques de grande ampleur qui, profondément, « *visent à transformer une espèce humaine inadaptée en un ensemble d'individus flexibles et de plus en plus adaptables à l'accélération des changements* ». Cette thèse est plus particulièrement illustrée dans deux passages de **The Good Society**, aux chapitres IX (*La Grande Révolution et la Grande Société*) et XI (*L'agenda du libéralisme*), et ces passages portent respectivement sur le « *retard culturel* » et les politiques d'éducation et de santé.

On a déjà vu que Lippmann réduit la Grande Société à « *l'économie mondiale* » et rabat la « *dépendance profonde et complexe* » créée par la révolution industrielle sur la parcellisation des tâches, la coopération et la compétition la plus loyale possible des compétences. La fin de l'évolution, c'est l'économie mondialisée, la mise hors circuit de l'intelligence et de la démocratie. Tous les peuples se dirigent vers cela, à une allure toujours plus vive, chaque individu se repliant toujours plus « *sur son propre labeur et sur sa compétence étroite, au lieu de favoriser la visée commune d'une utilité élargie* ».

Tout ce qui cherche à résister à ces processus (*process*) ne fait que les retarder et ralentir le progrès (*progress*). Est progressiste tout ce qui va dans le sens de la division du travail dans l'économie moderne. Et dans la foulée Lippmann dépossède « *tous les adversaires « progressistes » du capitalisme de la rhétorique du progrès* ». Enfin, la fin étant connue, on sait qui est « *en avance* » et qui est « *en retard* ». Et comme on trouve aussi ce thème du « *retard culturel* » (*cultural lag*) chez Dewey, nous allons nous livrer, une nouvelle fois, à une comparaison de leur pensée.

Le retard culturel de l'espèce humaine

Chez Dewey, le retard est « *celui de l'ensemble des stases de l'espèce humaine – institutions, schémas moraux et mentaux, habitudes – sur l'avance des « forces nouvelles générées par la science et la technologie »* ». Cette différence de rythme entre les stases et les flux est le « *problème central du libéralisme* ». L'enjeu est de « *réajuster l'ancien et le nouveau, c'est de réarticuler les stases de l'habitude et le flux du nouveau* ». Par la suite, au lieu d'opposer stases et flux, Dewey opposera « *les nouvelles stases, (c'est-à-dire) les habitudes extérieures créées par l'environnement, et les anciennes stases, (c'est-à-dire) les manières de penser, de croire ou d'être affecté, qui produisent des personnalités profondément divisées* ».

A aucun moment, en tout cas, Dewey ne soutient que les nouvelles habitudes devraient être « *en avance* » sur les anciennes. Et pour illustrer cela, il prend l'exemple des valeurs démocratiques, et examine le décalage « *entre l'attachement moral encore professé*

aujourd'hui aux valeurs démocratiques de l'Amérique de Jefferson, et les habitudes nouvelles qui, dans un pays qui se dit encore démocratique²⁸, tendent à renforcer la discipline, l'uniformité et la soumission au leader ». La question n'est ni de clouer au pilori l'ancien en tant que tel, ni d'encenser le nouveau en tant que tel. Pour Dewey, ce qui menace la démocratie c'est que nos actes ne sont pas en accord avec nos paroles. La tâche est de rechercher *« l'intégration intellectuelle et morale »* de l'ancien et du nouveau, et cela implique *« une confrontation collective sur la question des fins, des croyances et des valeurs, « incorporant » dans la culture les méthodes de la science expérimentale »*. Dewey fait confiance aux potentialités créatrices des individus pour qu'ils intègrent la nouveauté. Il fait confiance au débat pour que l'ancien et le nouveau s'influencent mutuellement.

On est loin du *« retard culturel »* de Lippmann dans **The Good Society**. Ici, l'humanité entière est en retard sur la Grande Société mondialisée. Notre intelligence sociale est en retard. Nous incriminons la *« grande révolution »*. Pour Lippmann, *« le capitalisme mondialisé ressemble à un train lancé à vive allure, dans lequel les capacités perceptives et cognitives des voyageurs sont structurellement dépassées »*. La contradiction semble insoluble.

« En 1925, Lippmann croyait encore à la capacité de la démocratie procédurale de réajuster les rythmes. En 1937, ni la démocratie procédurale, ni la judiciarisation des rapports sociaux, par ailleurs requise pour perfectionner les règles du marché, ne sont en mesure de produire la « formidable réadaptation de l'espèce humaine » que la grande révolution exige d'elle. Parallèlement à la judiciarisation par la Common law, il faut donc une véritable politique publique de la culture, de l'éducation et de la santé, qui transforme les dispositions « les plus intimes » (most intimate) de l'espèce humaine, en vue de combattre son inertie ».

C'est ainsi que Lippmann va en revenir *« au modèle fabien d'un pouvoir fort, dans lequel les experts et les leaders réadapteront les populations aux exigences de la Grande Société »*.

²⁸ Mais où les taux d'abstention aux élections atteignent couramment 50%.

Vers une redéfinition néolibérale de l'éducation et de la santé

C'est ce que va préciser le texte du chap. XI intitulé « *Le champ des réformes* ». **« reprenant le vocabulaire spencérien de la fitness, (...) (Lippmann fait le constat) d'une espèce humaine « inapte » : « Ce malaise de l'esprit reflète, comme l'inconfort d'un soulier mal adapté (badly fitted), le mauvais ajustement (maladjustment) des hommes à la manière dont ils doivent gagner leur vie ». « Toute la compétition est dès le départ biaisée par la défectuosité du matériau humain ».** Il faut donc de grandes politiques publiques d'éducation et de santé.

« Le premier objectif de toute politique de santé publique, doit d'abord consister à lutter contre le handicap : « il y a ceux qui sont nés handicapés ; par la détérioration de la souche (stock) dont ils proviennent, ils n'ont pas la capacité de faire leur chemin ». L'approche de Lippmann, ici, est génétique, et il pense à une politique d'eugénisme : **« l'économie exige non seulement que la qualité de la souche humaine, l'équipement des hommes pour la vie, soit maintenue à un niveau minimum d'efficacité, mais que cette qualité soit progressivement améliorée ».** Lippmann parle ensuite de ceux qui se sont trouvés handicapés par les maladies de l'enfance, la malnutrition, la négligence, la pauvreté et la misère ; Tous doivent voir leurs **« facultés »** (entendre : compétences de base) mises au niveau requis pour la survie sociale. Cela ne se fera pas tout seul ; il y faut **« une grande politique de santé publique »**, laquelle santé publique étant redéfinie comme **« l'augmentation des performances dans la compétition ».**

Dans le même esprit, Lippmann **« redéfinit l'éducation comme la production et l'amélioration constante de l'« adaptabilité » des populations (...) (aux) exigences de la division mondiale du travail »** : **« L'objectif d'une politique éducative devrait être de rendre la plupart des hommes polyvalents et adaptables à l'endroit où ils sont nés ».** L'espèce humaine est mal finie pour la Grande Société ; l'éducation va la finir.

On trouve aussi la notion d'adaptabilité dans la théorie dewyenne de l'éducation, mais avec un tout autre sens. Dewey distingue **« l'adaptabilité comme « plasticité » (plasticity) et l'adaptabilité comme malléabilité, qu'il associe tantôt à la docilité, tantôt à la soumission passive aux circonstances ».** Pour Dewey, l'adaptabilité-plasticité, qu'il associe à la **« logique expérimentale »** de l'évolution, doit être active. Elle exprime **« la capacité de l'espèce humaine à reprendre le contrôle expérimental de sa propre évolution dans le contexte de la société industrielle, en redéfinissant de manière collective sa fin et ses moyens ».**

Mais il faut revenir sur la phrase de Lippmann citée plus haut : **« L'objectif d'une politique éducative devrait être de rendre la plupart des hommes polyvalents et adaptables à l'endroit où ils sont nés ».** Phrase dont un passage est intrigant : **« (...) à l'endroit où ils sont nés ».** L'adaptabilité et la mobilité pleines et entières, Lippmann ne les voit que du côté du capital. Du côté du travail, elles sont forcément restreintes : **« une vie civilisée est impossible pour des nomades qui ne s'installent nulle part et qui n'ont pas de racines profondes en un lieu déterminé ».** Et Lippmann passe de cette idée à **« une distinction hiérarchique qui durcit l'opposition entre les leaders et la masse ».** "Grande mobilité" pour les premiers ; "mobilité restreinte" pour la seconde ; mieux même : assignation à résidence **« pour conjurer les risques d'une mobilité incontrôlée ».** Lippmann en tire la conclusion d'un nécessaire **« contrôle social ».**

Si on résume, il s'agit donc de « **(rendre) la masse des individus de plus en plus malléables, dociles et polyvalents** « à l'endroit où ils sont nés » ». « **Tandis que le libéralisme classique pensait l'éducation à partir de l'émancipation, le nouveau libéralisme de Lippmann la met autoritairement au service de la flexibilité, annonçant par bien des traits ce que le jargon des politiques éducatives contemporaines nommera « l'employabilité »²⁹** ».

« **Politique migratoire restrictive, politique éducative d'employabilité et politique économique de déterritorialisation du capital : quelques-uns des grands traits du capitalisme mondialisé qui prévaut aujourd'hui sont ici annoncés** ». Ajouter à cela le contrôle social, qui durcit la distinction entre le capital et le travail, entre les leaders et la masse, entre les gouvernants et les gouvernés.

On n'est plus devant une biopolitique qui libère les échanges, les flux et les circulations, mais face à une biopolitique sécuritaire. Naguère, la liberté et la sécurité étaient en tension ; désormais, la sécurité prévaut.

D'où cette question, que Lippmann pose dans **The Good Society** : « *La question fondamentale est de savoir comment le pouvoir informe des masses doit être organisé, représenté et conduit* ». Lippmann a la réponse. Les représentants de la masse doivent *fabriquer son consentement* aux politiques des leaders : « (...) *puisque'il était évident qu'aucune masse d'hommes ne pouvait, en tant que masse, faire mieux que prendre les décisions les plus simples qui soient, entre un oui et un non, et qu'elle était physiquement incapable d'administrer ses affaires, la question pratique fut de savoir comment on pouvait faire un gouvernement pour représenter le peuple* ».

On a donc deux versions du gouvernement des vivants :

1. « **Une biopolitique disciplinaire qui passe, dans le domaine du travail, de l'éducation et de la santé, par un contrôle social de plus en plus coercitif, et sur le plan de la démocratie, par la fabrique du consentement des masses** »,
2. « **et une autre version possible du gouvernement des vivants, centré à la fois sur la libération des capacités de participation de tous les individus à l'expérimentation sociale, et sur la détermination par l'intelligence collective des fins et des moyens de l'évolution** ».

Reste à savoir – histoire à faire (sous l'éclairage de cette généalogie) - quel agenda a effectivement régné sur le libéralisme depuis la fin des années 1930. L'ordo-libéralisme allemand ? L'ordre spontané de Hayek ? La théorie du capital humain de l'École de Chicago ? Un mixte de tout cela ?...

²⁹ Sur ce point, voir Christian Laval, **L'école n'est pas une entreprise**.

Conclusion. Gouverner la vie et les vivants. Vers de nouvelles conflictualités

On pourrait objecter que le sentiment généralisé de retard n'est pas propre au XX^e siècle, mais qu'il marque l'ensemble de la modernité. Objection solide. Le néolibéralisme, néanmoins, a réinterprété « *à sa propre manière le sentiment moderne du retard, en lui imposant un sens entièrement nouveau, inspiré des apports de la révolution darwinienne* ». En témoigne le vocabulaire : évolution, mutations, survivre, s'adapter, environnement, compétition, ressources rares. Le nouveau libéralisme a des sources évolutionnistes. Mais il n'est pas homogène, comme en témoigne le débat Lippmann-Dewey des années 1920-1930, même s'il faudrait regarder si les interprétations deweyennes occupent, de nos jours, un espace significatif dans le débat.

S'agissant du débat politique, il tourne beaucoup autour de « *la question de savoir qui retarde et qui est en avance* ». Tout est tourneboulé. Les partis dits progressistes se sont vus "chaparder" le thème et le vocabulaire de la réforme et cloués au pilori du conservatisme par des conservateurs qui se présentent aujourd'hui comme des progressistes. Nous sommes entrés dans une « *situation de confusion politique* ».

En ce qui concerne la généalogie du(des) néolibéralisme(s), beaucoup reste à faire. Apprécier l'impact historique et politique du débat Lippmann-Dewey. Mesurer la centralité concrète de Lippmann. Regarder les liens entre les thèses de Lippmann et Hayek, ainsi qu'entre Lippmann et l'ordo-libéralisme. Par exemple – vaste chantier – il faudra regarder « *comment la diversité des néolibéralismes a-t-elle transformé le gouvernement de la vie et des vivants dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'environnement, et comment les pratiques concrètes dans ce domaine se sont-elles inscrites et archivées dans les textes des néolibéraux eux-mêmes ?* ». Il se pourrait, à cet égard, que les textes des institutions européennes, -dans la mesure où ils se situent à la croisée de l'ordolibéralisme et de l'idéal d'émancipation des Pères fondateurs de l'Europe, -fournissent un excellent matériau. Mais n'y trouverait-on pas, -s'agissant de l'éducation, -des traces de l'influence de Dewey ? Des recherches du même type seraient à faire pour la santé et l'environnement.